



Premier ministre

Service Communication

Hôtel de Matignon, le jeudi 8 mars 2018

**Discours de M. Edouard PHILIPPE, Premier ministre
20ème Rencontre alternée entre les Premiers ministres français et québécois
Paris, jeudi 8 mars 2018**

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Premier ministre, cher Philippe, Mesdames et Messieurs,

La France et le Québec entretiennent depuis toujours des relations qui sont directes, privilégiées, stratégiques, structurelles, mais je dirais aussi des relations de cœur. Depuis plus de 40 ans, nos prédécesseurs – et ils ont eu en la matière bien raison de s’y engager – se sont réunis selon le format des rencontres alternées. Et aujourd’hui, nous venons d’en tenir la 20e édition. Je veux dire qu’elle s’est tenue probablement comme les précédentes dans une atmosphère de chaleur, d’amitié, de décontraction aussi et de détermination car nous partageons l’envie d’avancer dans ce chemin commun que nous nous sommes tracé et que nos prédécesseurs ont tracé.

J’avais ce matin convié Monsieur le Premier ministre à participer, avec un certain nombre de ministres de son gouvernement, au Conseil interministériel de l’égalité entre les femmes et les hommes que je présidais aujourd’hui, le 8 mars, en cette Journée internationale des droits des femmes. Nous y avons notamment évoqué et décidé, avec Madame la Secrétaire d’Etat à l’Egalité entre les Femmes et les Hommes, de définir ou, plus exactement, de travailler avec le Québec à la définition d’un indice de l’égalité en se fondant sur l’idée et sur les travaux qui sont bien engagés chez vous, Monsieur le Premier ministre, de nous permettre de créer un outil qui soit un outil de mesure, un outil d’aide à la décision, un outil de comparaison qui permettra d’objectiver les choses et qui permettra l’orientation des actions politiques à la fois nationales et internationales en matière d’égalité entre les femmes et les hommes.

Je suis convaincu que ce qu’on veut améliorer, il faut d’abord pouvoir le mesurer et que si on veut faire des comparaisons internationales, il faut les faire avec des instruments qui sont robustes et qui sont conformes à la réalité internationale et qui sont partagés. C’est l’objectif que nous avons évoqué ce matin.

Le deuxième point que je retiens de nos échanges, c’est évidemment le climat. Le Québec est très engagé en matière de lutte contre le dérèglement climatique et, avec la France, je dirais que le constat, l’envie, la détermination sont partagés. Nous allons organiser un travail

collectif pour étudier les rapprochements possibles entre ce que fait l'Union européenne en matière de marché carbone et le marché que vous avez mis en place avec la Californie et l'Ontario qui est de toute évidence une initiative remarquable, impressionnante et dont nous devons nous inspirer.

Autre mesure très concrète, nous allons débloquer des crédits pour des projets cherchant à réduire les émissions de gaz à effet de serre du transport maritime. Le transport maritime n'est pas la partie la plus spectaculaire spontanément de la mondialisation mais elle est la partie du commerce et du transport qui est la plus essentielle pour la mondialisation puisque près de 80 à 85 % des échanges physiques de marchandises passent par la mer et par les ports. Tout ce qui peut être fait pour que ce transport de marchandises ait un impact écologique réduit, que ce soit pour les bateaux qui restent à quai ou pour les bateaux qui traversent les océans, est évidemment quelque chose de positif pour la planète et pour le commerce mondial.

Une initiative conjointe qui va permettre de développer la recherche, de prendre des initiatives, qui s'inscrit d'ailleurs dans le bilan d'un certain nombre de rencontres alternées précédentes et qui me semble extrêmement bienvenue, je m'en réjouis, Monsieur le Premier ministre.

Les échanges commerciaux, évidemment, il faut en dire un mot et il en a été question avec le CETA qui amorce une impulsion progressiste sur le plan environnemental et social. La France est évidemment extrêmement vigilante sur ce point avec son plan d'action mais nous considérons qu'il faut que les entreprises soient mieux informées des opportunités offertes par l'accord pour qu'il bénéficie aux entreprises et notamment aux petites et aux moyennes entreprises. Je me réjouis des accords qui ont été signés hier entre incubateurs, notamment parce que ça montre que le CETA, c'est aussi un traité qui va favoriser l'innovation, le développement de l'innovation entre la France et le Québec, mais aussi en France et au Québec.

Cette dynamique dans le numérique, elle est un enjeu considérable, nous l'avons évoquée ce matin, et nous allons poursuivre cet engagement très fort du Québec et de la France à travers le développement d'outils conjoints visant à développer la découvrabilité des contenus francophones sur Internet. Le sens et l'enjeu, eux, sont considérables car il s'agit bien de promouvoir, de défendre la langue française et les contenus en français sur Internet.

Enfin il a été question de la jeunesse qui est un des éléments les plus vifs et les plus prometteurs de la relation entre la France et le Québec. 12 000 étudiants français sont inscrits dans les universités du Québec, 4 500 élèves fréquentent nos établissements scolaires et vous fêterez ce soir, Monsieur le Premier ministre, nous fêterons ensemble, les 50 ans de l'Office franco-québécois de la jeunesse, institution qui a suscité, développé l'amitié entre le Québec et la France et qui nous permet d'envisager l'avenir avec confiance.

Comme l'a indiqué le président de la République, nous favoriserons à l'avenir la venue des étudiants québécois en France dans nos universités, dans nos grandes écoles. Nous avons évoqué ce matin avec Madame la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ce sujet.

Voilà, ces quelques points ne reflètent pas l'ensemble des sujets qui a été évoqué mais il montre, je crois, la richesse et l'enthousiasme qui prévaut dans notre travail collectif, dans notre relation bilatérale et dans l'envie que nous avons de promouvoir pas simplement une histoire commune, pas simplement une responsabilité commune et pour reprendre une

formule que je vous ôte de la bouche, Monsieur le Premier ministre, un avenir commun, des projets communs, et une ambition commune !